

**Convention collective départementale**

IDCC : 1732. – **INDUSTRIES  
MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES  
(YONNE)**

**(11 mars 1993)**

*(Bulletin officiel n° 1993-18 bis)*

(Etendue par arrêté du 3 mars 1994,  
*Journal officiel* du 12 mars 1994)

**ACCORD « SALAIRES » DU 23 DÉCEMBRE 2004  
À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2005**

NOR : ASET0550577M

IDCC : 1732

Entre :

L'UIMM Yonne,

D'une part, et

La CFTC ;

La fédération Force ouvrière,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunérations minimales hiérarchiques et valeur du point*

La valeur du point servant à déterminer les barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques prévus à l'article 48 de la convention collective, et servant de base de calcul à la prime d'ancienneté, est fixée à 3,95 € base 151,67 heures, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 (en conséquence, les primes d'ancienneté afférentes au salaire du mois de janvier 2005 seront calculées sur cette nouvelle base).

**Article 2**

*Taux effectifs garantis annuels (TEG)*

Les taux effectifs garantis annuels tels qu'ils sont définis ci-dessous, sont applicables à compter de l'année 2004. Les valeurs sont fixées dans le tableau figurant ci-après.

## Définition des taux effectifs garantis (TEG) annuels

Les taux effectifs garantis annuels constituent la rémunération annuelle brute minimale au-dessous de laquelle le salarié ne peut être payé.

Ces TEG sont applicables à tout salarié non cadre, âgé de plus de 18 ans, pour l'année civile considérée et pour la durée du travail considérée.

Les TEG base 151,67 heures sont établis pour la durée annuelle correspondant à un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Ils sont à adapter à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié concerné et supporteront donc, le cas échéant, les majorations pour heures supplémentaires.

Les valeurs des TEG annuels seront calculées au prorata du temps de présence effective du salarié en cas de survenance au cours de l'année considérée :

- d'un changement de classement (coefficient ou/et catégorie professionnelle) ;
- d'une suspension du contrat de travail ;
- d'une entrée ou d'un départ du salarié en cours d'année.

En aucun cas, ces TEG annuels ne pourront servir de base pour le calcul de la prime d'ancienneté.

Les mensuels d'aptitude physique réduite bénéficieront de la garantie des TEG sous déductions des abattements de salaires prévus, en ce qui les concerne, par les dispositions de la convention collective ou à défaut par les dispositions légales.

Les TEG ne s'appliquent pas aux travailleurs à domicile.

## Assiette de comparaison

Pour l'application des taux effectifs garantis annuels, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaires perçus pendant l'année considérée, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur les bulletins de paye de l'année considérée et supportant des cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale, à l'exception :

- de la prime d'ancienneté conventionnelle (art. 51 de la convention collective de la métallurgie de l'Yonne) ;
- des remboursements de frais ne supportant pas de cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale ;
- des sommes découlant de la législation sur l'intéressement et la participation et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- des majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, découlant à ce titre des dispositions de l'article 54 de la convention collective de la métallurgie de l'Yonne ;
- des sommes versées à titre de régularisation sur les TEG pour l'année précédente en application de la convention collective de la métallurgie de l'Yonne ;
- de l'indemnité de panier prévue par la convention collective de la métallurgie de l'Yonne.

### Vérification

La vérification des rémunérations globales perçues par le salarié sera effectuée au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année suivante.

Au cas où l'entreprise serait dans l'obligation de verser un complément, celui-ci sera effectué au plus tard avec la paie de mars de l'année suivante.

### Article 3

#### *Dépôt*

Le présent avenant et son annexe, le barème des TEG, seront déposés dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail.

Ils feront l'objet d'une demande d'extension faite dans les meilleurs délais par l'UIMM Yonne.

Fait à Auxerre, le 23 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)

# ANNEXE

## Barème des TEG annuels applicables à compter de l'année 2004

*Barème, base 151,67 heures,  
pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures*

*(En euros.)*

NIV.	COEF.	CAS général	OUVRIERS		AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier	
I	140	13 600	O 1	13 600		
	145	13 615	O 2	13 615		
	155	13 630	O 3	13 630		
II	170	13 780	P 1	13 780		
	180	13 800				
	190	13 810	P 2	14 250		
III	215	14 520	P 3	14 980	AM 1	15 530
	225	14 920				
	240	15 570	TA 1	16 230	AM 2	16 720
IV	255	16 420	TA 2	17 200	AM 3	17 590
	270	17 420	TA 3	18 070		
	285	18 270	TA 4	18 820	AM 4	19 530
V	305	20 320			AM 5	21 000
	335	22 460			AM 6	23 100
	365	23 870			AM 7	24 930
	395	25 375			AM 8	25 725

**Barème des rémunérations minimales hiérarchiques servant de base au calcul de la prime d'ancienneté dans la convention collective des industries métallurgiques de l'Yonne applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2005**

*Base 35 heures par semaine (151,67 heures par mois)*

Valeur du point : 3,95 €

*(En euros.)*

NIV.	ÉCH.	COEF.	CAS GÉNÉRAL administratifs, techniciens, et agents de maîtrise	OUVRIERS (1)		AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier (2)	
I	1	140	553,00	O 1	580,65		
	2	145	572,75	O 2	601,39		
	3	155	612,25	O 3	642,86		
II	1	170	671,50	P 1	705,08		
	2	180	711,00				
	3	190	750,50	P 2	788,03		
III	1	215	849,25	P 3	891,71	AM 1	908,70
	2	225	888,75				
	3	240	948,00	TA 1	995,40	AM 2	1 014,36
IV	1	255	1 007,25	TA 2	1 057,61	AM 3	1 077,76
	2	270	1 066,50	TA 3	1 119,83		
	3	285	1 125,75	TA 4	1 182,04	AM 4	1 204,55

NIV.	ÉCH.	COEF.	CAS GÉNÉRAL administratifs, techniciens, et agents de maîtrise	OUVRIERS (1)		AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier (2)	
V	1	305	1 204,75			AM 5	1 289,08
	2	335	1 323,25			AM 6	1 415,88
	3	365	1 441,75			AM 7	1 542,67
		395	1 560,25			AM 8	1 669,47
<p>Barème applicable selon les modalités fixées par l'article 48 de la convention collective.</p> <p>(1) Par application du protocole d'accord national du 30 janvier 1980 relatif à des garanties applicables aux ouvriers, les rémunérations minimales hiérarchiques des ouvriers sont majorés de 5 %.</p> <p>(2) Par application du protocole d'accord national du 30 janvier 1980, les agents de maîtrise d'atelier bénéficient d'une majoration de 7 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques.</p> <p><i>NB :</i> les rémunérations minimales hiérarchiques ci-dessus sont établies sur la base de l'horaire légal de 35 h (151,67 heures) et comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail (accord national de la métallurgie du 23 février 1982). Il incombe donc à chaque entreprise d'adapter ce barème en fonction de l'horaire réellement pratiqué.</p> <p>Pour mémoire : prime de panier de nuit : 6 €.</p>							